



2012 / L'Humain d'abord Quelle industrie pour demain ?

Page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou nlapublicite@orange.fr

Numéro 933

19 avril 2012

prix : 0,70 €



22 avril

Prenez le pouvoir

Présidentielle

L'heure du choix

2

Faire gagner le Front de Gauche



*La mobilisation des militants
communistes*

3

Logement social

*Les enjeux primordiaux
auxquels répond
le Front de Gauche*

5

Rêverie de Gauche

*Le dernier ouvrage
de Régis Debray*

6

Nantes/ Châteaubriant

*« Bientôt la ligne
d'arrivée » par
Gilles Bontemps,
vice-président du
conseil régional
en charge
des trans-
ports*



7

Du virtuel au Réel

Selon Socialbackers, Jean-Luc Mélenchon est le candidat qui a le plus fort impact sur la toile et les réseaux sociaux, le 22 avril prochain passons du virtuel au réel.



Le troisième homme

Faisons un vœu : qu'au soir du 22 avril Nicolas Sarkozy ne soit plus candidat, c'est un devoir de citoyen que de faire mentir les sondages !



L'actualité politique dans le monde

2

Point de vue



par Jérôme TURMEAU

Quatre jours, quatre petits jours, c'est ce qu'il nous reste à la parution de ce numéro pour convaincre du bien fondé du vote en faveur du candidat du Front de Gauche à l'élection présidentielle : Jean-Luc Mélenchon. **Pas une voix ne doit manquer pour que le score que nous réaliserons soit à l'image de la campagne dynamique que nous avons menée.** Une campagne boule de neige qui n'a cessé d'entraîner de plus en plus de citoyens à mesure que les mois passaient.

Une chose est sûre, le travail des militants, du candidat, de l'équipe de campagne à payé et nous avons su insuffler nos idées dans l'opinion publique. Plus personne aujourd'hui ne peut ignorer les propositions phares faites dans le programme du Front de Gauche, l'Humain d'abord.

Quoi qu'il en soit, la dynamique créée à l'occasion de ces élections présidentielles ne doit pas retomber. Si nous ne savons pas aujourd'hui quelle sera l'issue de ce scrutin nous aurons cependant à peser, demain, afin que les salariés de ce pays puissent s'appuyer sur le plus de députés issu-e-s des rangs du front de gauche possible.



Oui, le vote utile dans les deux élections à venir, c'est le vote Front de Gauche. Le vote à même de bousculer cette société laminée par un pouvoir de droite réactionnaire c'est le vote en faveur de tous les candidat-e-s du Front de Gauche.

Nous aurons, demain, le 20 avril, l'occasion de montrer notre soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'occasion du meeting de Saint-Herblain en présence de Patrice Bessac du PCF, de Christian Picquet de la GU et de Laurence Sauvage du PG. Ce sera aussi l'occasion d'un dernier moment festif avant le premier tour pour dire notre soif de changement.

Au-delà, la lutte continue et sur tous les terrains; dans les urnes jusqu'aux élections législatives -La fête des Nouvelles des 26 et 27 mai sera d'ailleurs un temps important de cette campagne autour des candidats présentés par les organisations du Front de Gauche-. La lutte sociale quant-à elle devra se poursuivre avec ampleur mais c'est une autre histoire à construire ensemble.



Bilan et perspectives ? L'heure des choix

Dernière ligne droite du premier tour de la présidentielle, il reste encore près d'un tiers des électeurs à mobiliser pour les sortir de leur indécision. Le programme du Medef et de Sarko 2 ?... c'est le premier mandat en pire ! La directive européenne de la règle d'or serait appliquée pour **diminuer les dépenses publiques** pour l'école, l'hôpital, la poste, les services publics, la protection sociale... **De quoi rendre encore plus insupportable la vie de tous les jours.** L'abrogation des 35 h, des conventions collectives, l'indemnisation du chômage placée sous conditions détruiraient un peu plus le code du travail. Cette politique d'austérité conduit tous les pays européens dans l'impasse d'une dépression économique qui s'approfondit. **Les peuples n'en peuvent plus et entendent bien le faire savoir ! Le programme du Front de GAUCHE et de son candidat commun Jean-Luc Mélenchon ouvre des perspectives.** «Derrière la crise du capitalisme...il y a la possibilité d'un monde meilleur. Les catastrophes écologiques, l'explosion des inégalités, de la précarité et de la pauvreté, les violations répétées de la démocratie, tous ces

maux trouvent leur commune origine dans la domination sans partage du capital financier». Une rupture s'impose comme préalable à tous changements et nous restons lucides sur les étapes nécessaires. Mais notre détermination est totale pour battre Sarkozy et faire reculer le front National. **Le meilleur score de notre candidat commun à la présidentielle, la défaite de la droite, constituent des préalables. La victoire devra être confortée par une majorité parlementaire capable de voter les lois du changement.** Chaque objectif de notre programme demandera une mobilisation citoyenne pour les porter jusqu'à leur mise en œuvre effective : Un référendum sur le traité européen, l'audit de la dette, la mise en chantier de la VIème république, la création du pôle public bancaire la mise en place d'une fiscalité juste, les premières mesures permettant « une respiration sociale », l'augmentation du Smic et des minima sociaux, l'abrogation de la réforme des collectivités...**autant de luttes à la fois parlementaires et sociales qui puiseront leur énergie dans le vivier de l'élan du peuple citoyen.**

De vous à moi

Jusqu'alors la droite pensait instrumentaliser le score du Front de Gauche pour mieux diviser. A 6% il pouvait être sympathique. Mais voilà que les intentions de vote passent à 15%! Oubliés les calculs politiques, Les mêmes changent leur fusil d'épaule et canardent sous des titres évocateurs ! Le Figaro tire tous les jours sur Mélenchon .A court d'arguments il offre une page à Marine Le Pen pour dézinguer le 3ème homme. Valeurs actuelles titre sur « l'enragé ». Et « le

retour de la gauche communiste ». Mme Parisot tremble devant « la terreur ». Le Monde ouvre ses colonnes à Cohn-Bendit qui trouve que « la vie n'est pas aussi simple qu'un discours de Mélenchon ». Quant à Marianne son édito compare le rassemblement de la Bastille à « un enthousiasme collectif organisé, tels qu'on les pratiquaient dans l'Allemagne Nazie... ».Quelle unanimité ! **De quoi ne pas douter de son juste combat !**

En bref

Défaut de conduite

RÉFORME DU PERMIS DE CONDUIRE



Ces dernières semaines il est aisé de remarquer comment les sujets les moins essentiels sont ceux qui font la une de l'actualité et donc de la campagne. Ces derniers jours, nous avons eu le droit à la question des permis de conduire, qui, si elle est importante pour la jeunesse tend à reléguer d'autres questions en arrière plan. En attendant, toujours rien sur le pouvoir d'achat alors que c'est une préoccupation majeure pour 86% des français ! **Heureusement que le Front de Gauche et ses candidats sont là !**

Premier prix

Y-a-t-il quelque chose de Sarkozy chez Thierry Breton ? On peut légitimement se poser la question ! Breton vient de recevoir le prix stratège 2011 pour son œuvre de rationalisation dans la société Atos qui a consisté à stresser le personnel et à se séparer de ceux jugés improductifs. Comme Sarkozy, Breton excelle dans la création de chômeur.

Appétit ministériel

Décidément, chez les verts, ça se bouscule au portillon pour obtenir un maroquin. Si le PS a dû arracher à Eva Joly un soutien en faveur du candidat socialiste pour le second tour, la candidate écolo se verrait tout de même bien ministre de la justice de ce même candidat socialiste !!!

François boude

François Hollande refuse de répondre aux questions du Figaro, le candidat juge qu'il est maltraité par le quotidien. S'il y a pourtant un individu maltraité par le Figaro, c'est plutôt Mélenchon !!! Quant à Mougeotte c'est bien connu il préfère donner la parole à Sarkozy.

L'étou se resserre

Il s'appelait Dimitri Christoulas, il avait 77 ans, il s'est suicidé en face du parlement Grec. Dans la lettre qu'il a laissé il écrit : "Je ne trouve pas d'autre solution pour en finir dignement avant de devoir commencer à faire les poubelles pour me nourrir". **Cela pose la question d'en finir avec une finance qui n'a que faire des peuples et de leur dignité.**

Le plus fort gagne toujours ! C'est ce que nous rappelle TOTAL qui dans tous les domaines s'en tire à bon compte ! Hausse des cours du pétrole et l'entreprise augmente ses bénéfices : 12 milliard d'euros en 2011 tout en ne payant pas d'impôt sur les sociétés cette même année. Sur le Plan judiciaire la Cour de cassation pourrait annuler la procédure contre le pétrolier français dans le cadre du naufrage de l'Erika. Un naufrage fort préjudiciable pour les côtes de notre département et plus largement des régions Bretagne-Pays de la Loire. Total qui à l'époque avait affrété le navire pourri pourrait aujourd'hui ressortir blanchit : un scandale !!!



En Loire-Atlantique

Les militants communistes à pied d'œuvre pour faire gagner le Front de Gauche

Avant le premier tour des élections présidentielles, dans toutes les sections, les militants communistes s'activent pour porter la candidature de Jean-Luc Mélenchon au plus haut. Une première étape dans le marathon politique de 2012 puisque ces mêmes militants repartiront ensuite, dès le lendemain, en campagne pour les échéances suivantes. Pas de temps de répit, toutes les initiatives seront les biens venues dans la dernière semaine de campagne qui est en train de s'écouler, tractage, collage, porte à porte, apéro citoyen, occupation de lieux symboliques... Rien ne doit être oublié et la campagne se jouera jusqu'au dernier moment pour convaincre les indécis. La dynamique engrangée dans ce département comme dans toute la France peu encore grossir dans les jours qui viennent,

de nombreux citoyens viennent apporter spontanément leur aide pour terminer ce premier temps de campagne, gageons que la détermination des militants communiste paiera !!!



Vite lu vite dit

Hypocrisie quand tu nous tiens ...
Avec la mort du résistant R. Aubrac, les hommages se sont multipliés, toutes familles politiques confondues. Mais parfois l'hypocrisie est trop flagrante pour passer inaperçue. Ainsi, F. Pinte qui souligne l'importance de l'engagement et de la résistance n'aurait pas oublié quelque chose ? **Son parti, son candidat à la présidentielle et lui-même se sont acharnés durant ce quinquennat à démanteler les acquis du CNR que R. Aubrac aura défendu jusqu'au bout.** Alors hypocrite le M. Pinte ?

Maroquin

Lors du débat organisé par les MJS à la fac de Nantes où étaient invités Jeunes Démocrates et Jeunes de l'UMP sur le thème « Emploi : quelles solutions pour les jeunes ? », une délégation des jeunes communistes de Loire-Atlantique s'y est rendue pour défendre ses propositions ainsi que le candidat à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon. Alors que lourd bilan de Sarkozy était pointé du doigt avec un chômage culminant à 25% chez les jeunes, **les jeunes populaires qui n'en n'ont que le nom, ont réaffirmé avec un aplomb phénoménal : « 300.000 chômeurs de plus en un an ce n'est pas si mal ».** Alors culot ou mépris pour ces français dans la difficulté ?

Emploi: quelles solutions pour les jeunes ? A droite, aucune !

Lors du débat organisé par les MJS à la fac de Nantes où étaient invités Jeunes Démocrates et Jeunes de l'UMP sur le thème « Emploi : quelles solutions pour les jeunes ? », une délégation des jeunes communistes de Loire-Atlantique s'y est rendue pour défendre ses propositions ainsi que le candidat à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon. Alors que lourd bilan de Sarkozy était pointé du doigt avec un chômage culminant à 25% chez les jeunes, les jeunes populaires qui n'en n'ont que le nom, ont réaffirmé avec un aplomb phénoménal : « 300.000 chômeurs de plus en un an ce n'est pas si mal ». Alors culot ou mépris pour ces français dans la difficulté ?

Le FN n'est plus à un mensonge près !

Lors d'une intervention récente Marine Le Pen déclarait qu'il y avait " une explosion de l'IVG chez les mineures » pour justifier son discours de régression complète concernant le droit des femmes à disposer de leur propre corps. Pour appuyer ces discours celle-ci n'hésite pas à travestir clairement la réalité. En effet, depuis 2006 ce chiffre a baissé passant de 11 avortements pour mille mineures à 10,4 pour mille en 2009 ! Jouer sur les peurs, mentir, remettre en cause les droits fondamentaux conquis de haute lutte, bref rien de nouveau sous le ciel de l'extrême droite française !

Marc Berland
Section de Nantes



Nous entrons dans la dernière ligne droite du premier tour des présidentielles ! Avec les copains, nous sommes plus que jamais en ordre de bataille. Nous collons désormais presque tous les jours. Vendredi dernier, ce n'est pas moins de 6 voitures qui ont tournées dès 5h du matin. Sur ma circonscription, nous avons déjà frappé aux portes de plus de 2000 électeurs ! L'accueil est toujours chaleureux, les gens sont convaincus par nos propositions, nos meetings géants ou l'argumentation des camarades. Nous allons donc redoubler d'effort avec un planning infernal, mais qui sens bon la victoire ! Nous avons déjà commencé à présenter nos candidats du Front de Gauche aux législatives : Aymeric Seassau et Nathalie Blin sur la 1ère circonscription pour créer le lien entre l'élan populaire des présidentielles et les prochaines échéances.

Françoise Cabon
Secrétaire de la section de Presqu'île



Samedi 14 avril, au programme une belle initiative citoyenne du Front de gauche, PG-PCF Presqu'île, Brière et Saint-Nazaire réunis, où nous avons été très remarqués et bien accueillis en distribuant nos tracts sur le marché, et en piqueniquant en face du casino de La Baule, symbole des richesses. Distribuait régulièrement sur le marché de Pornichet, j'ai vu l'accueil changer au fur et à mesure de la montée du Front de Gauche. Des gens viennent spontanément chercher le tract et discuter de leurs difficultés et de leur ras-le bol de la politique de Sarkozy, alors que nous sommes habitués aux refus. Continuons avec enthousiasme pour voir appliquer la politique que nous voulons pour notre peuple.

Raymond Le Dahéron
Section de Brière



Jusqu'au bout ! Dans ma tête, la campagne a commencé en juin dernier quand j'ai mis mon bulletin dans l'urne pour choisir Jean-Luc Mélenchon. Ça fait une sacrée course de fond ! De quoi s'essouffler. Heureusement, le Zénith à 6000 début janvier m'a super motivé. Les 120 000 de la Bastille, en avril, m'ont laissé sans voix. Depuis, au-delà des sondages, chaque semaine qui passe me fait vivre des événements (comme cette séance des « Nouveaux Chiens de Garde » à Cinéville, 300 personnes dans la salle et 50 à la porte qui n'ont pas pu entrer) qui me confortent dans l'idée que, le 22 avril et le 17 juin, les résultats peuvent être très bons pour le Front de Gauche si, comme dit la chanson, « nous ne lâchons rien » jusqu'à la dernière minute. Syndicaliste, je suis étonné de l'écho que je rencontre auprès de mes camarades. Ça me rappelle le référendum de 2005. Il m'en reste pas mal à contacter, c'est indispensable : un militant convaincu qui fait la chaîne auprès de ses collègues, ça déménage ! Il y a aussi ces trignacais que je connais, qui ont de plus en plus de mal à finir le mois et qui risquent de ne pas se déplacer si je ne leur passe pas un coup de fil ou si je ne m'arrête pas à leur porte pour discuter. Sur une feuille, j'inscris les numéros de téléphone de ceux que je contacterai le jour du vote pour une ultime piqure de rappel. Cela ne peut pas faire de mal !

Céline Sauvêtre
Section Loire et Sèvre



Depuis quelques mois déjà sur Clisson des distributions de tracts sont organisées à la gare, au marché, devant les écoles, les entreprises entre les collages d'affiches et l'organisation d'assemblées citoyennes.

Dans cette dernière semaine, nous allons continuer pour renforcer le vote Front de Gauche. Jusqu'au bout il faut convaincre ceux qui hésitent et qui veulent s'abstenir d'aller voter Jean-Luc Mélenchon. Mais aujourd'hui comme demain, après la présidentielle, il faudra poursuivre notre action pour élire le plus de députés Front de Gauche.

20 avril - 19h
salle de la carrière - St-Herblain

Meeting du Front de Gauche en soutien à Jean-Luc Mélenchon

Patrice Bessac (PF) - Christian Picquet (GU) - Laurence Sauvage (PG)

Concerts : Les Cash Stevens - La fanfare cubaine Fuente Seliz

Le chiffre

Chômage : entre 2007 et 2012, le taux de chômage est passé de 8 à 9,4% et de 19,5 à 22,9% pour les moins de 25 ans. Il touche 4,9 millions de personnes, un record dans l'histoire du chômage.

La pauvreté en France : entre 2002 et 2009, le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté à 60% du niveau médian est passé de 7,5 à 8,2 millions. La pauvreté a augmenté depuis 2000.

Evolution des dividendes : Les groupes du CAC 40 qui ont engrangé 74 milliards d'euros de bénéfices en 2011, vont distribuer 36 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires.

2007 - 2012 : saignée constante de notre industrie et de l'emploi

Le bilan de ce quinquennat est accablant, près de 900 usines françaises ont été fermées en 3 ans. C'est la désindustrialisation en marche avec la perte de 315 000 emplois industriels dont plus de 200 000 dans la métallurgie ; avec des promesses non tenues, comme la plus emblématique, celle faite chez Arcelor Mittal à Gandrange.

Le tissu industriel est affaibli en termes d'emplois et de capacités, de perte de savoir-faire, de compétences, d'expérience. 60% des embauches sont en CDD ou en intérim.

2012 / L'Humain d'abord !

4

Demandez le programme !



La course effrénée au profit maximum à court terme pousse à une catastrophe humaine et écologique.

A la catastrophe humaine, le Front de gauche s'engage en premier lieu à interdire les licenciements boursiers, et à revaloriser le SMIC à 1700€ brut immédiatement et net en fin de législature.

La France est riche, mais cette richesse n'a jamais été aussi peu partagée. Le chômage est à son plus haut niveau depuis 12 ans avec plus de 4 millions de chômeurs et précaires. C'est la conséquence de la spirale « austérité, rigueur, chômage » engagée par N. Sarkozy sous la pression des marchés financiers. Le Front de gauche donne la priorité à l'emploi et aux salaires. Nous créons un pôle public bancaire et des fonds publics régionaux pour une autre politique de crédit où l'emploi, et sa sécurisation, seront des critères d'attribution. Une politique de crédit encourageant l'investissement utile, la recherche et la création d'emplois sera initiée.

N. Sarkozy a détricoté le code du travail. Les 35 heures ont été vidées de leur sens par le recours massif aux heures supplémentaires pour lesquelles des réductions de charges ont été offertes au patronat. Au nom de la compétitivité des entreprises, les cotisations patronales ont encore été amputées de 13 milliards, d'euros, en plus des 30 milliards annuels d'exonérations déjà attribués. **Il faut remettre en cause ces exonérations inefficaces pour la protection sociale et l'emploi.**

L'Humain d'abord repose l'exigence d'une croissance répondant aux besoins humains et à la préservation de la planète.

Dans notre département, les composantes du Front de gauche ont rencontré les salariés, les syndicalistes de nombreuses entreprises -LU, BN, ArcelorMittal, STX, Trelleborg... ; les syndicalistes des Union Départementale de FO, CGT, FSU - pour confronter et enrichir les réponses à apporter pour dépasser la situation difficile de nombreux secteurs d'activité.

En Loire-Atlantique : une industrie qui a des atouts !

ArcelorMittal

La filière a subi de grandes manœuvres 5 à 6 dernières années. Exit les patrons français. Exit l'Etat français qui contrôlait la sidérurgie de 1982 à 1995. **Elle souffre actuellement d'une gestion privilégiant les marges aux volumes** (on le voit avec Florange), et taille constamment dans les effectifs (des milliers d'emplois supprimés ces 5 dernières années, exemple : 3000 emplois de janvier 2009 à juillet 2010 pour les entités françaises d'Arcelor Mittal, soit près de 12% des effectifs, et ce sans transmission des compétences) ; réduit les investissements et met en concurrence les salariés et les sites de production. Et pourtant, si l'on parle en terme de besoins, on se rend compte que **l'acier est partout autour de nous** : dans les transports, en particulier l'automobile, le ferroviaire et la navale ; dans les équipements intérieurs, dans l'électroménager ; dans l'alimentation, avec notamment la conserverie, les boîtes boisson ; dans l'énergie, sous toutes ses formes...

Airbus

L'essor de l'industrie aérospatiale ouvre des potentialités de développement industriel, d'innovations sociales et de créations d'emplois sans précédent. Mais, tous les moyens ne sont pas mis en œuvre pour y parvenir. Sur les questions environnementales, un point essentiel est l'externalisation sur toute la planète ! Quel bilan écologique, énergétique pour le transport des marchandises... ? Celle des déchets se pose également au sujet du carbone, matière dont le l'A350 est majoritairement composé. Et que dire des effets à long terme sur les salariés qui travaillent cette matière ? Les centres de recherche, l'ONERA



et le CNES, continuent à jouer un rôle important accumulant toute une expérience scientifique et technique inestimable qu'il convient de préserver et d'orienter vers de nouveaux défis à relever sur toutes ces questions (moteurs moins polluants, moins gourmands, moins bruyants, améliorations aérodynamiques). **La France maîtrise ainsi toute la chaîne industrielle de la recherche fondamentale et appliquée à la**

conception, en passant par la production, la maintenance et le service. Cependant, cette construction et cette dynamique se fissurent en raison de la prédominance des critères financiers dans les choix stratégiques et les investissements.

STX

L'abandon de la commande de 2 paquebots est une nouvelle douche froide pour les salariés de STX. Avant cet abandon de commande, STX avait déjà prévu neuf mille journées de chômage partiel en mai et juin, pour s'adapter à la sous charge d'activité. Les deux navires pour ce nouveau client devaient apporter quatre millions d'heures de travail sur le site de Saint-Nazaire. Des questions se posent quant à la **stratégie industrielle des dirigeants** successifs des Chantiers qui de la conception à la construction de tous types de navires - pétroliers, vraquiers, porte containers, méthaniers - est passée à l'orientation « tout paquebot » ? La maîtrise d'un maximum de savoir-faire ne doit-elle pas être au cœur de cette stratégie ? Il faut engager une rupture avec l'externalisation et l'abandon d'activités au nom du recentrage sur « le cœur de métier. En même temps, l'effort de recherche doit être significatif et réel avec un contrôle des fonds publics versés à ce titre. Actionnaire à 33,4%, l'Etat doit peser sur les choix stratégiques d'avenir pour STX et tous ses salariés.

LU - BN

Premier secteur industriel de la région, l'industrie agroalimentaire occupe le 2^{ème} rang national pour les effectifs derrière la Bretagne. Ces secteurs sont aussi en pleine restructuration pour faire émerger des leaders par métiers. (Dixit Les Echos du 28/03/12), des stratégies d'alliances sont en cours d'élaboration. **LU et BN produisent aujourd'hui une diversité de gamme.** L'achat de ces deux entreprises par un groupe anglais et américain et la stratégie industrielle qui en découle est de se spécialiser dans une production, c'est la politique du monopole. Cette spécialisation, conscient que cette monoproduction a fait des dégâts dans d'autres secteurs, préoccupe les salariés de ces entreprises.



Paroles de candidats

La relance industrielle

Cette question est majeure et battre le candidat de l'UMP ne suffira pas à la résoudre. Il faut d'abord traiter la question du financement du développement économique avec un pôle public bancaire permettant l'accès des entreprises au crédit sur des critères d'emplois de recherche et d'investissement. La crise actuelle que traverse la navale à Saint-Nazaire révèle les dégâts sociaux auxquelles conduit une place bancaire qui ne répond pas aux besoins de financement. Bien sûr, notre réponse en terme de financement n'est valide que si elle est associée à de nouveaux pouvoirs pour les salariés pour peser sur les choix de l'entreprise et sortir de la recherche du profit à court terme. Il faut enfin une politique industrielle nationale définissant des filières stratégiques, travaillant à la relocalisation des industries à partir d'une définition des besoins. **En somme, il s'agit de faire preuve de volontarisme pour faire primer le long terme sur le court terme, la réponse aux besoins sur la compétitivité, l'innovation sur la compétition, les circuits courts plutôt que la recherche des**

bas coûts avec les dégâts sociaux et environnementaux que cela suscite à l'échelle internationale.

En matière industrielle, c'est cette philosophie associée à des mesures concrètes pour répondre à l'urgence que nous appelons « planification écologique » dans le programme L'Humain D'abord. En 2012, le vote Front de Gauche est celui de la reconquête industrielle, **c'est l'exigence de désintoxiquer l'économie de la finance et d'ouvrir des droits nouveaux aux salariés dans l'entreprise.** En tant qu'élu régional, je vois en même temps combien les rapports de force sociaux et politiques sont importants pour relever les défis industriels auxquels nous sommes confrontés.

Aymeric SEASSAU,
candidat PCF/FDG sur la 1^{ère} circonscription



Le 3 avril à Nantes, le tribunal correctionnel a prononcé la relaxe du policier ayant mutilé un lycéen en novembre 2007, par le tir d'un flash ball. Ce procès qui a connu des voltefaces pitoyables de la part de la défense du policier, se termine sur un scandaleux pied-de-nez, qui confirme le rapport d'Amnesty International pointant les formes d'impunité de la police en France. La justice reconnaît que le brigadier Mathieu Légière est bien à l'origine du tir. Mais, qu'il a exécuté un ordre qui n'était pas « manifestement illégal ». La « raison d'Etat » est à l'évidence bien servie par ce procès qui va faire référence. Ni la justice, ni la police, ne sortent grandies de ces logiques de « couverture ». La République ne devrait jamais oublier que la justice se rend au nom du peuple, pas au service des pouvoirs de l'instant.

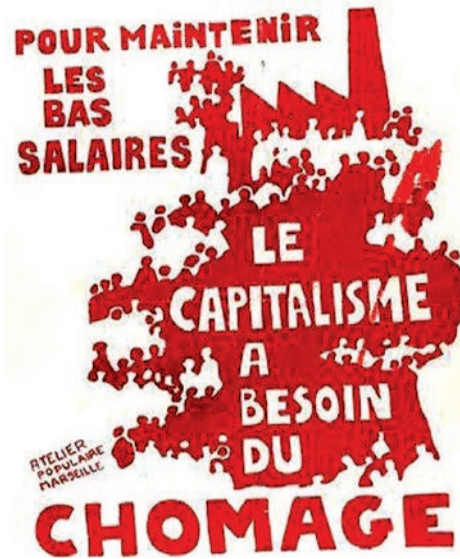
Le social au cœur

5

Chantage « compétitivité – emploi »

Fin mars, la Cgt alertait sur la volonté du Medef d'obtenir un Accord « compétitivité emploi », permettant de baisser les salaires et faire varier la durée du travail par accord d'entreprise, en échange d'un hypothétique engagement à maintenir l'emploi. Elle appelait tous les salariés à soutenir une motion pour s'y opposer. En effet, ce projet ne vise qu'à diminuer les rémunérations, assouplir le droit du travail en s'attaquant à des dispositions essentielles du contrat de travail, libéraliser le licenciement, limiter le pouvoir des juges. Une forme de « chantage à l'emploi ». La pétition exigeait des organisations patronales qu'elles renoncent à cette casse du droit social, qui ne ferait qu'aggraver la crise économique et sociale. Et qu'à l'inverse, elles discutent et négocient sur des solutions pérennes pour répondre à la crise, notamment en revalorisant les salaires, en développant l'emploi et les qualifications. Le 13 avril, on apprenait que le Medef différait la négociation, 1^{ère} victoire de cet appel de la Cgt à la mobilisation. D'autres acteurs ont également manifesté leur opposition à ces accords. Le Medef a dû tenir compte de ce rapport de force. Pour autant, le danger existe toujours. Une prochaine réunion est fixée au 16 mai. Le texte proposé par le patronat aujourd'hui même n'a pas évolué sur les aspects fondamentaux. Il entend toujours imposer la flexibilité aux salariés et s'affranchir de tout risque juridique. Gêné par les normes internationales qui pourraient invalider le texte, le Medef cherche la parade en

remplaçant le terme de licenciement par celui de « rupture qui génère ». Le but du patronat est d'empêcher l'intervention du juge sur le bien-fondé du licenciement, et d'échapper aux règles applicables aux entreprises en matière de licenciement économique. Le patronat refuse toujours de s'engager sur des « contreparties ». Pas un mot sur les dividendes, les actionnaires ou la responsabilité des groupes. La Cgt appelle les salariés à continuer à mettre cette négociation sous surveillance. D'ores et déjà, elle appelle les salariés à se mobiliser dans l'unité pour l'emploi, les salaires, la protection sociale à l'occasion du 1^{er} mai.



En bref

Pour l'école publique

La Fsu s'est adressée par courrier aux communes de Jans et Marsac sur Don. En effet, leurs Maires se déclarent dans l'incapacité d'ouvrir une école publique dans ces communes à la rentrée 2012, alors que l'Éducation nationale a acté ces ouvertures le 9 mars. En reculant l'ouverture d'écoles publiques sous de fallacieux prétextes immobiliers, ils font le jeu de l'école privée et témoignent d'un certain mépris à l'égard des citoyens qui se sont mobilisés pour l'ouverture d'une école publique laïque. Aussi, la Fsu demande au Préfet d'user de ses pouvoirs pour que les ouvertures annoncées pour la rentrée 2012 soient effectives.

Appel pour la Culture

Depuis 2002, l'Art et la Culture, particulièrement le spectacle vivant et les arts plastiques dont la souffrance des personnels est connue, et le ministère de la Culture sont l'objet d'attaques répétitives. Aussi, un appel rassemblant toute la profession exige des mesures de 1^{ère} urgence, avec levée du gel de 6 % des crédits de la culture, l'abrogation des coupes budgétaires de 2011 et 2012, la suppression de l'augmentation de la TVA sur les produits culturels, et des mesures sur le court et moyen terme. Des organisations professionnelles, les artistes, les responsables culturels, les membres des personnels administratifs et techniques, réunis le 19 mars 2012 au Théâtre du Rond-Point, proposent cette pétition à la signature de tous et demandent aux candidats à l'Élection présidentielle une réponse claire et concrète sur toutes ces questions.

Pas de prison pour la pilule

Le Honduras pourrait adopter dans quelques jours une loi extrémiste qui prévoit d'emprisonner les adolescentes qui ont pris la pilule du lendemain, y compris les victimes de viol. Certains membres du Congrès reconnaissent que cette loi -- qui prévoit aussi d'emprisonner les médecins et toute personne qui procure la pilule -- est excessive, mais ils subissent les pressions du puissant lobby religieux qui prétend à tort que prendre la pilule du lendemain est un avortement. Avaaz fait circuler une pétition appelant le président du Congrès hondurien à défendre les droits des femmes : http://www.avaaz.org/fr/no_prison_for_contraception_fr/?vl

Un toit, c'est un droit !

À la faveur des Élections Présidentielles et Législatives, la Confédération Nationale du Logement propose que le logement soit une priorité nationale ! Elle déclare que seul le Front de Gauche a donné des garanties sur les cents propositions de la CNL exprimées en Assemblée Générale, en décembre dernier à Créteil ! Se maintenir dans son logement est devenu une difficulté majeure pour nombre de familles et tout particulièrement pour les plus modestes ! Et la politique mise en œuvre depuis 2007, se caractérise par une remise en cause sans précédent de l'ensemble des conquêtes sociales, des services publics, de l'emploi, de la santé ou de l'éducation, pendant qu'une minorité bénéficie d'avantages fiscaux importants ! Pour la CNL, d'autres choix sont possibles : l'État doit redevenir le garant « du droit au logement » par :

- La mise en œuvre d'un grand service public du logement et de l'habitat.
- Le blocage des loyers dans tous les secteurs locatifs.
- La revalorisation des aides à la personne d'au moins 25 % (APL, Allocation logement).
- L'arrêt de toutes les saisies et expulsions ainsi que les coupures d'énergie et d'eau...
- La construction de 200 000 logements (4 000 annuellement pour la Loire Atlantique dont 3 000 pour l'agglomération Nantaise) locatifs avec un loyer accessible à tous.
- La réintroduction des aides de l'État pour réhabiliter et entretenir les logements.
- L'abrogation de l'article 17 C de la loi Méhaignerie.
- L'abrogation de la loi Boutin (surloyer, remise en cause du maintien dans les lieux...).
- L'abrogation de la ponction imposée aux organismes HLM sur les loyers des locataires.
- Le renforcement des obligations de la loi SRU en imposant 30 % de construction de logements sociaux ...



Retraite = enjeu de société

En Loire Atlantique, + de 40 000 retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté. En France, la moitié des 8 millions de pauvres sont des retraités ! L'austérité les frappe durement, avec la réduction des pensions et les atteintes à la protection sociale acquise à la Libération. La politique d'austérité s'appuie sur une fable et un mensonge. La fable, c'est l'inutilité sociale des retraités qui ne devraient leur pension qu'à la solidarité entre générations : les retraités ne sont ni des privilégiés ni des inutiles. Le mensonge, est dire que l'évolution démographique ne permettra pas le paiement des retraites au niveau actuel. Au contraire, il est possible de financer la retraite à 60 ans à taux plein, si l'on considère le progrès formidable de la productivité du travail : En 1946 on avait 2,8 actifs occupés pour 1 personne de plus de 60 ans. On a aujourd'hui 1,8 actif par retraité, mais chaque actif au travail produit 7 fois plus en euros constants ! Il n'y a aucune difficulté pour financer les retraites, à condition d'imposer une répartition équitable des gains de productivité, des richesses produites. « Moins pour les actionnaires, plus pour les salariés et retraités » Sollicité par les organisations syndicales de retraités sur sa position, le Front de Gauche de Loire Atlantique a pu développer certaines de ses propositions : création d'un service public des personnes âgées, pas de pension de retraite inférieure au SMIC, construction de logements adaptés, généraliser l'aide ménagère à domicile, développement des occupations et loisirs, prise en charge à 100% par la sécurité sociale de la perte d'autonomie... et affirme que oui, assurer une retraite digne à chacun, c'est possible !



Le lieu unique a décidé, durant un week-end étendu, du jeudi 19 au dimanche 22 avril de privilégier les marges de la création : des zones mouvantes d'expression à la limite entre art établi, culture populaire et expérimentations. Car il existe autour de nous, souvent en périphérie de notre champ de vision, des créateurs qui s'acharnent à faire passer dans le réel les univers qui les habitent. Dans leurs laboratoires de l'imaginaire, des clandestins ont entamé un processus de reprise en main de l'art par ceux qui le vivent. CONCERTS, EXPOSITIONS, FILMS de 10 à 15 € au LU.

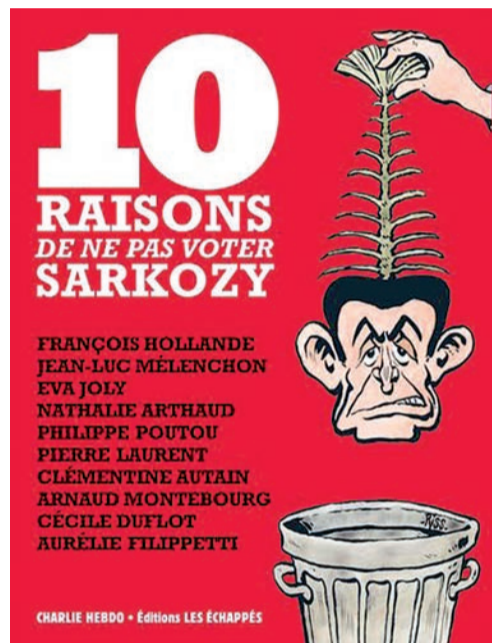


Culture, idées

6

Lire

Dix raisons de ne pas voter Sarkozy !



Il y a déjà **20 ans**, Charlie Hebdo interpellait ainsi les politiques « Pour aller à gauche, c'est par où ? ». En **2012**, c'est pour ne pas rempiler pour un quinquennat de casse de la France que dix personnalités de gauche - dont cinq candidat(e)s à la présidentielle - proposent aux (é)lecteurs une alternative au président-candidat sortant, à travers leur propre réponse à cette question : « **10 raisons de ne pas voter Sarkozy** ».

Chacun sur un thème (éducation, austérité, nation, social, Europe, immigration, laïcité, écologie, féminisme, culture), ils développent leur vision d'une politique de gauche.

Il s'agit de François Hollande (Priorité à l'éducation), de Jean-Luc Mélenchon (Austérité : subir ou résister ?), d'Eva Joly (La France : une idée magnifique, une géographie sublime), de Nathalie Arthaud

(Travailleurs français et immigrés : contre la division de la classe ouvrière), de Philippe Poutou (« Dégager » le capital), de Pierre Laurent (Contre une laïcité à géométrie variable), de Clémentine Autain (Sortir de la domination masculine), d'Arnaud Montebourg (Libérer l'Europe), de Cécile Duflot (Sarkozy et l'écologie, ça commence à bien faire) et d'Aurélie Filippetti (De l'air frais pour la culture).

Chaque thème est décliné en dessins par les illustrateurs de Charlie Hebdo: Besse, Cabu, Catherine, Charb, Coco, Foolz, Honoré, Jul, Luz, Riss, Tignous, Willem et Wolinski.

Par delà les partis et les courants de la gauche, cet album original réunit, selon Charlie Hebdo, un "shadow cabinet" idéal pour proposer une politique de gauche. Pour ses éditeurs, une « Union de la gauche en 10 textes et 100 dessins », À lire et consulter, avant d'aller voter ! « **10 raisons de ne pas voter Sarkozy** », Charlie Hebdo, Editions Les échappés, 112 p., 15 €.

"Rêverie de gauche" de Régis Debray

La victoire aux élections ? Peut-être et tant mieux. Mais après ? Préparer un autre avenir, c'est rechercher les leçons du passé. Régis Debray se laisse aller à rêver. En quatre brefs chapitres il brosse un état des lieux sans complaisance de la gauche, en un brillantissime examen de conscience, style et idées. Extraits choisis.

• L'argent

« A quel instant situer le passage du social au sociétal, de ce qui est juste à ce qui se dit moderne, de l'égalité à l'équité, de l'élan de solidarité au crime humanitaire, de la culture pour tous à la culture pour chacun, du fraternel au compassionnel, du changer la vie au changer de cantine ? Quand le prolo est-il devenu à nos yeux le beauf et le Gabin de la Bête humaine, le bougre de Cabu (raciste, sexiste, homophobe et xénophobe, l'horreur) ; le militant supporter, le courant de pensée, écurie ; la classe, réseau ; et le bobo, boussole ? Je ne saurais le dire. Je constate simplement qu'au réchauffement global de l'atmosphère terrestre a correspondu au niveau de la mer un net refroidissement des passions civiques ».

• Le temps

« Le présent est devenu son propre tribunal. Inquisition sans recours, où le pire chef d'accusation est le déficit de notoriété. Pas d'instance d'appel ni besoin d'attendus. Ce couperet raccourcit les délais de réflexion. C'est la gazette qui tranche. Les meilleures ventes font les meilleures ?uvres et le Journal du Dimanche désigne les grands hommes à la patrie reconnaissante. Dans la crypte de notre frigidarium national, Yannick Noah et Patrick Bruel ont leur place réservée. ».

• Les mots

« Quel délestage sur un demi-siècle ! Giraudoux utilisait trente-deux mille mots, notre journal de référence, cinq mille à peu près, un candidat à la présidence, mille et Sarkozy, au naturel, deux cent cinquante – l'idiome show-biz. La petite phrase pour

reprises, votre planche de salut, ne doit pas dépasser dix mots, suffisants pour la chronique quotidienne des vanes et des bisous. Et avec le Twitter, vous n'avez plus droit qu'à cent quarante caractères ».

« La nouvelle économie du discours, réduite au discours de l'économie, évoque plus McDo que Tacite. Avec leurs "éléments de langage" en kit, vos communicants vous construisent des discours comme Ikea des armoires. La Rochefoucauld condense le propos pour faire penser, Séguéla pour faire vendre ».

• Le rire

« Les chansonniers se sont de tout temps payé la tête des importants – les caricaturistes aussi, la mise en boîte fait partie du jeu, c'est bon pour la santé et la démocratie. Je ne plaide pas pour le pisse-froid et le pion, mais c'est la première fois, me semble-t-il, que le dernier mot reste à l'amuseur (plutôt qu'à l'humoriste) ».

Et de conclure : « Ce qu'on appelle la gauche, dans notre culture : une volonté farouche mais contrôlée d'adaptation à la force des choses. Bizarre disposition d'esprit, où il y a deux façons de s'aménager une niche plus ou moins viable. En s'enfermant dans sa fermeté pour le plaisir de faire entendre sa dissonance, au risque de l'impuissance. Ou en se coulant dans le consensus pour feinter le mauvais temps, au risque du renoncement.

Quand les malins dominent, il n'est pas interdit de provoquer. Mieux : il devient nécessaire, je ne dis pas de tirer sa révérence mais de faire un peu bande à part, pour ne pas rompre la chaîne dont nous ne sommes qu'un maillon ».

*Régis Debray, **Rêverie de gauche**, Ed. Flammarion, Paris, 2012, 102 pages, 10 €.

(A noter : Régis Debray apporte son soutien à la candidature de J.L.L.)



Médias et opinion publique

Les médias ont historiquement joué un rôle considérable, d'abord avec la radio et la télévision, pour façonner l'opinion publique. Aujourd'hui, les relations sont devenues plus complexes. Les médias se sont autonomisés, renforçant leur rôle avec Internet. L'opinion publique a pu manifester son existence et son influence à travers les sondages. Dans un triangle où l'on retrouve les acteurs politiques, les médias et l'opinion publique, les relations et les interactions sont devenues plus nombreuses et complexes.

En cette période électorale, ce petit livre contribue grandement à y voir plus clair. D'abord par un retour approfondi sur « l'utile fiction de l'opinion publique ». Puis par une série de chapitres portant, entre autres : sur l'impact des médias comme acteurs des transitions en Russie ; le rôle d'Internet dans l'émergence d'une opinion publique en Chine ; un retour sur la campagne présidentielle de Ségolène Royal, en

2007. Enfin, par une solide mise au point sur les langues de bois et le parler vrai d'hier et d'aujourd'hui, de la "novlangue" aux "spin-docs". Une lecture utile, posée et distanciée, en ces temps de fabrique intensive et distordue de l'opinion.

"Médias et opinion publique", Coll. Les Essentiels d'Hermès, CNRS Editions, 2012, 176 p., 8 €

MÉDIAS ET
OPINION PUBLIQUE



Les Essentiels d'HERMÈS
CNRS ÉDITIONS

Le chiffre

194

Dans leur bilan de mandature les députés communistes, républicains, citoyens et parti de gauche soulignent le fait qu'ils ont usé de leur droit d'initiative parlementaire en déposant plus de 194 propositions de loi ou de résolution. Dans le cadre contraint de la procédure parlementaire, ils n'ont pu en soumettre que 12 à la discussion.



La phrase

« Les collectivités ont toutes les raisons d'exiger des banques qu'elles assument leur responsabilité sociale en répondant aux demandes de crédits » déclarait Jean-Jacques Paris secrétaire général de l'ANECR lors du dernier conseil national avant de compléter « N'est ce pas pour aller dans ce sens que les élus communistes et républicains soutiennent l'idée de la construction d'un pôle financier public ? »



Au cœur des collectivités

7

Région

Réouverture de la ligne Nantes-Chateaubriant : bientôt la ligne d'arrivée !

T ans après la fermeture de la ligne Nantes-Chateaubriant qui avait été vivement contesté par les usagers, le parti communiste français, les organisations syndicales et particulièrement la CGT cette ligne est sur le point d'ouvrir à nouveau. Cette réouverture de ligne, unique en France, est le fruit d'un âpre combat de la majorité de gauche au conseil régional, des collectivités partenaires pour voir à nouveau vivre une ligne de chemin de fer au service des populations ! La pose des rails de la nouvelle ligne Nantes-Chateaubriant suit son cours et les travaux des gares et haltes vont démarrer. La fin du chantier est programmée en décembre 2012. Gilles Bontemps, vice-président communiste du conseil régional en charge des transports et des infrastructures se réjouit de l'avancée des travaux et a rencontré pour faire le point début avril les partenaires du dossier, État, Région, conseil général, Nantes-Métropole, SNCF, RF. En effet, depuis la pose des premiers rails, le 28 février dernier, 14 km de voie ferrée ont été réalisés à partir de Chateaubriant et 4 km en zone urbaine, à Nantes. À raison de 600 mètres chaque jour, les travaux sur cette voie longue de 64 km devraient être terminés d'ici la fin de l'année. On attend 11 200 voyageurs par jour sur cette ligne qui deviendrait alors la plus fréquentée de la région. Région qui est l'autorité organisatrice de cette ligne, la snf son exploitant et son personnel constitué des cheminots. Illustration de l'avancée des diverses phases de chantier en gare de Nantes par exemple, les quais qui accueilleront le tram-train sont opérationnels. Les travaux des haltes quant à eux de La Chapelle-sur-Erdre (Centre et Aulnay) et Sucé-sur-Erdre vont débiter ce mois-ci. Suivra, à partir de septembre, la réalisation des arrêts d'Erdre-Active à La Chapelle, d'Abbaretz et d'Issé. Les temps de parcours pour cette nouvelle ligne ont été simulés par la SNCF sur ordinateur. Ils seront confirmés lors des essais de marche à blanc, avant la mise en service au premier semestre 2013. Douze rames de ce tram-train d'une capacité de 250 places seront affectées quotidiennement avec la possibilité de multiplier par deux ou trois la capacité aux heures de pointe. Vingt-trois allers-retours sont ainsi prévus en semaine entre Nantes et Sucé, avec un départ toutes les 30 minutes aux heures de pointe, un par heure le reste de la journée. Le temps de parcours sera de 24 minutes à partir de Nantes et de 26 minutes

dans l'autre sens. Par ailleurs, seize allers-retours relieront Nort-sur-Erdre et Nantes dont un toutes les 30 minutes en pointe. Temps de trajet : 35 minutes. Il faudra compter 1 h 05 pour faire Chateaubriant-Nantes et de 1h06 dans le sens Nantes-Chateaubriant. Sur les sept allers-retours programmés, quatre sont prévus aux heures de pointe le matin et le soir. Lors de la première semaine d'avril, en comité de pilotage élargi, les horaires ont été soumis aux maires et élus concernés. Les discussions et réflexions vont se poursuivre jusqu'à la mi-mai. En ce qui concerne la question des tarifs, l'ensemble des partenaires voudraient aboutir pour la rentrée prochaine. Objectifs affichés :

« Une tarification qui ne soit pas un frein », insiste Gilles Bontemps, mais qui incite au contraire à utiliser les transports en commun et favorise le passage d'un mode de déplacement à un autre (tram-train, car, bus, vélo...).



Gilles Bontemps

Vice-Président Conseil Régional

Rezé

Contrat de co-développement

Pour les élus communistes de la ville de Rezé la mise en cohérence des politiques et des projets sur les territoires communaux, à l'échelle de la métropole, est un élément clef permettant d'atteindre les objectifs que celles-ci se sont assignés collectivement. La ville de Rezé en ce sens y est pleinement associée. Les élus communistes ont ainsi réaffirmé l'attention toute particulière qu'ils portaient aux objectifs en matière de logement social et de services publics. De nombreux projets communautaires importants sont en effet des projets rezéens. Il en est ainsi s'agissant de grandes opérations d'habitat comme la Jaguère ou Confluent. Par la voix de Yann Vince nos élus ont pu également souligner les « conditions économiques contraignantes dans lesquelles nous agissons brident les possibilités d'action de l'agglomération ; la droite porte en cela une grande responsabilité ». Les élus communistes ont donc porté une appréciation positive sur le contrat de co-développement liant Rezé à la métropole tout en réaffirmant leur souhait que les discussions avec les communes les plus en retard sur le thème du logement social notamment permettent d'atteindre de leur part des engagements plus fermes, garantie de qualité du service public de l'eau, le même tarif et le même niveau de service partout dans l'agglomération tout en préservant et en confortant le patrimoine environnemental». Le 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau quant à lui se déroulera à Daegu en Corée du Sud.



Nantes Métropole

Logement

logement social et du parc privé ainsi que les conventions avec l'État et l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat a permis aux élus communistes de souligner le déséquilibre croissant entre l'intervention des collectivités locales, de Nantes Métropole en l'occurrence, et les carences graves de l'État en matière de logement social. En effet Michel Lucas pour le groupe a pointé du doigt une baisse de 14% de la dotation financière régionale alors qu'actuellement cette dernière ne représente que 0.5% pour un logement en « PLUS » et l'abandon par l'ANAH des mesures d'aide aux travaux pour le maintien à domicile des personnes âgées. Les élus déclarent ainsi que pour la « communauté urbaine, il apparaît que l'enveloppe dont nous discutons est loin de répondre à nos objectifs. Aussi, nous espérons que les prochaines échéances électorales permettront de faire du logement social une grande cause nationale. » C'est dans cette perspective que les élus communistes ont donc soutenu la politique de Nantes Métropole mais ont signifié à nouveau toute leur mobilisation et attention sur les questions de l'habitat.



Près de vous

Sports

Le ministère des Sports a mis en ligne sur son site internet les "Chiffres-clés du sport 2011". L'édition 2011 des chiffres clés du sport traite les points suivants : La pratique sportive, les financements, le haut niveau, l'approche de l'emploi sportif, le recensement des équipements sportifs, la lutte contre le dopage. Selon le document, les collectivités financent près du tiers de la dépense sportive en France.

Nicolas Sarkozy prend les Régions pour cible

L'association des régions de France dans un communiqué revient sur les dernières déclarations de Nicolas Sarkozy : « Nicolas Sarkozy met une nouvelle fois en cause la gestion des Régions, qui, selon lui, auraient accru leur nombre de fonctionnaires de 175% en dix ans, sans aucune compétence nouvelle. Selon une méthode désormais bien connue, l'Etat surendetté se tourne vers les territoires pour détourner l'attention de son bilan. L'Association des Régions de France rappelle que, selon les chiffres du Gouvernement lui-même, les 4/5 de la hausse des effectifs depuis 2002 correspondent à des transferts : sur cette période, près de 53 000 agents en équivalent-temps-plein ont été transférés. Dans certaines Régions, plus de 75% des effectifs présents correspondent à des postes transférés au cours des 4 dernières années ! Ignorer à ce point ces réalités, même en période électorale, est pour le moins étonnant. L'ARF souligne également que la prise en charge des trains régionaux a aussi été achevée durant cette période, sans compter l'investissement massif des Régions au service de la formation professionnelle, de l'apprentissage, du soutien au PME, sans moyens transférés. Plutôt que d'en appeler à des normes contraignantes d'évolution de la dépense locale, aussi contraignantes au principe de libre administration qu'inefficaces, c'est une clarification des compétences et une responsabilisation réelle, dans le cadre du nouvel Acte de décentralisation, que l'ARF souhaite engager au plus vite. »

Baisse des investissements en 2012 pour les départements

Face à la dégradation de leurs finances, les départements à la recherche d'économies titre un journal en date du 4 avril. Les conseils généraux ont en effet jusqu'au 15 avril pour voter leurs budgets. **Prévoyant une montée en charge des prestations sociales, ils ont commencé à passer en revue les économies potentielles. L'investissement devrait encore baisser, de 3,2 %, estime une étude réalisée par Dexia Crédit local.**

Ouvrons-la !

Résister se conjugue toujours au présent !

Par Pauline FLEURIMONT



« Vous avez des chances de vaincre [...] Il ne faut pas baisser la tête », voilà ce qu'avait déclaré Raymond Aubrac à la jeunesse, il y a maintenant un an lors d'un entretien pour l'Humanité. Le mardi 10 avril, nous perdions cette grande figure de la résistance, le dernier chef du Conseil National de la Résistance. Il avait combattu au côté de sa femme Lucie Aubrac pour de nombreuses causes, contre l'injustice, avec pour but, par la suite, de faire vivre et de faire connaître le Conseil National de la Résistance. Il voulait plus particulièrement que les jeunes le connaissent. On lui avait demandé, alors qu'il intervenait dans une école, ce que voulait dire résister et il avait répondu : « Surveiller ce qui se passe, essayer de comprendre ce qui se passe dans la société qui nous entoure. Et quand on a le sentiment qu'on est devant une injustice, réagir à l'injustice et ne pas se contenter de la constater mais essayer de faire quelque chose... ». C'est encore valable aujourd'hui. Raymond Aubrac était un citoyen actif et combatif, témoignant et dénonçant à de multiples reprises, la politique de régression de la droite qui s'est acharnée des années durant à démanteler le programme du CNR. La résistance est encore en marche et les jeunes communistes toujours là. **De la même manière qu'auparavant, nous luttons contre le racisme et la xénophobie, nous nous battons contre la précarité, nous voulons une société égale, juste et sans classe !** Finalement, rien n'a changé, résister se conjugue toujours au présent. Poursuivre la lutte et « ne pas baisser la tête », c'est le meilleur hommage que nous puissions leur rendre.



L'activité

« Aux grands Hommes, la patrie reconnaissante »

Raymond AUBRAC (nom dans la clandestinité), de son vrai nom Raymond SIMON nous a quitté Mardi 3 avril.

Né le jour de la mort de Jean JAURES, sa vie aura été intense et entremêlée à l'Histoire de France. Etudiant, il est diplômé de l'école nationale des ponts et chaussées et devient ingénieur. Pendant ses années d'études il fréquente l'université ouvrière et suit des cours marxistes où enseignent Gabriel PERI et Georges COGNIOT. Compagnon de route du Parti communiste, il en sera sympathisant toute sa vie durant.

Durant ces années, il rencontrera Lucie, étudiante communiste qu'il épousera.

Officier du génie en 1940, il sera fait prisonnier et s'évadera avec l'aide de sa femme. Ce sera sa première évasion organisée par Lucie AUBRAC. **Il jouera un rôle de premier rang dans la résistance** au sein du Mouvement Libération avec Emmanuel D'Astier de la Vigerie, au sein du Mouvement national d'unification de la résistance de la zone sud et dans l'armée secrète. Il travaillera avec Jean MOULIN à l'unification de la résistance. Arrêté une première fois en mars 1943, il obtient sa libération provisoire avec l'aide de Lucie et organisera l'évasion de



notamment Serge RAVANEL et Maurice KRIEGEL VALRIMONT. Il sera de nouveau arrêté le 21 juin, dans la maison de Caluire où il avait rendez-vous avec des responsables de la résistance dont Jean MOULIN. Après une nouvelle évasion spectaculaire commanditée par Lucie, le couple rejoint Londres après avoir appris la mort de ses parents et de sont frère à Auschwitz. DE GAULLE, admiratif de son courage le nomme directeur des affaires politiques au commissariat de l'intérieur malgré des réticences liées à ses affinités communistes. A la libération il est nommé commissaire de la République de la région Provence-Côte d'Azur puis inspecteur général au ministère de la reconstruction. **Après la guerre, il occupera des fonctions importantes et se verra confié de nombreuses missions de coopération avec les pays communistes, au Maroc ou à l'organisation des Nations Unies.** En 1946, il rencontre HO CHI MINH avec qui il nouera des liens d'amitiés. Pendant la guerre du Viêt Nam, il participera aux négociations à la demande d'Henry KISSINGER. Raymond se battra pour faire respecter la souveraineté et l'indépendance du Viêt Nam ainsi que l'arrêt des bombardements. Depuis, il aura milité pour l'arrêt des frappes israéliennes au Liban et en Palestine avec l'union juive française pour la paix, contre les essais nucléaires et pour la transmission de l'esprit du Conseil national de la résistance. Il participera à des rencontres scolaires avec les élèves pour aider « **les jeunes générations à faire vivre et retransmettre l'héritage de la résistance et ses idéaux toujours actuels de démocratie économique, sociale et culturelle** ». Récemment, il avait accepté un entretien avec Pierrick ANNOOT, Secrétaire général du Mouvement jeunes communistes, paru dans l'Humanité le 21 octobre 2011.

« ITINERAIRE de Jean KANAPA »

Personnage énigmatique mais incontournable de l'histoire du PCF de l'après-guerre, honni ou vénéré, diabolisé ou sanctifié durant son existence comme après sa disparition, Jean Kanapa, entré en politique avec Sartre, passe à Staline, dirige La Nouvelle Critique quasiment en maître absolu pendant 10 ans. En homme qui en fait trop, il marque la singulière histoire communiste, allant du sectarisme le plus véhément à la novation eurocommuniste ; mais, qu'on le veuille ou non, il rend intelligible cette étape essentielle de l'évolution du PCF qu'on appellera « l'ère Marchais ». Gérard STREIFF, qui lui a consacré sa thèse de Doctorat en Histoire (Sciences-Po Paris) est l'invité de l'Huma-café :

Vendredi 11 mai - 18h au Salon de Musique du Lieu Unique à Nantes

L'agenda

Nantes

17 18 19 avril : apéros citoyens autour d'échanges, de débats, de diffusions de matériels, place du commerce à partir de 17H30.

Assemblée citoyenne

Jeudi 19 avril : Assemblée citoyenne, salle

Henri DUNANT de Blain à 20H00.

Meeting

Vendredi 20 avril :

Meeting départemental du Front de gauche, salle de la carrière à St Herblain à partir de 19H00.

Elections

Dimanche 22 avril : Premier tour des élec-

tions présidentielles.

Comité du Souvenir

Samedi 28 avril :

Réunion du Conseil d'administration du Comité du souvenir à 9H, salle méllier de l'Hôtel de Ville de Nantes.

Vite lu...

Soirée de soutien à Jean-Luc Mélenchon !

AVANT LE 1^{ER} TOUR

des ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES.

Rendez-vous à la Carrière de St Herblain !

22 AVRIL

SOIRÉE ELECTORALE DU FRONT DE GAUCHE

DÈS 18H À LA FÉDÉRATION

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire: N° 0315 P 11519

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition: Publihebdo Locminé

Responsable de la rédaction:

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36

e-mail: redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE

Pedro MAIA

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE

Mireille PERNOT

Robin SALECROIX

André MAURICE

